

INTERVENTION D'ALEXANDRE HÉBERT: DISCUSSION SUR LE RAPPORT MORAL...

Le Président: La parole est à Hébert (*U.D. Loire-Inférieure*).

Hébert: Camarades, j'ai écouté, ce matin avec beaucoup d'intérêt l'exposé introductif de notre camarade Babau, ainsi que la présentation du rapport par notre camarade Bothereau. J'ai cru déceler dans leurs interventions, une préoccupation qui serait la suivante: *S'efforcer de conserver à ces débats un maximum de dignité, oserai-je dire, s'efforcer de ne pas traiter les problèmes sur le plan personnel, et selon l'expression du camarade Babau, confronter des idées, non combattre des hommes.*

Je voudrais dès l'abord, dire que je suis entièrement d'accord avec cette position et que peut-être dans le passé, les uns et les autres avons-nous eu trop tendance à axer des positions uniquement en fonction de considérations personnelles et je pense que c'est une erreur. Je crois, en effet, que pour que notre syndicalisme soit valable, il faut que, dans nos assises, tant fédérales que confédérales, nous puissions, les uns et les autres, exprimer librement nos points de vue sur les différents problèmes, en perdant l'habitude de considérer que dès lors qu'un camarade, n'est pas de notre avis il a automatiquement tort et je pense que la pratique des applaudissements et des huées inconsidérés est à proscrire de nos assises. (*Bravos, applaudissements.*)

Camarades, je voudrais dire que le camarade Bothereau a posé une question: *Force Ouvrière a-t-elle réussi dans sa tentative de regrouper le mouvement ouvrier et de créer une force syndicale libre?*

Je ne pense pas qu'il ait répondu clairement, mais nous devons avoir le courage de dire que nous n'avons pas totalement réussi. Il est certain que tous les espoirs qui nous étaient permis en 1947, un certain nombre d'entre eux ont été déçus et en particulier, nous pouvons regretter de n'avoir pu polariser une fraction plus large de la classe ouvrière autour de nous et je pense qu'il y a des raisons et que ces raisons notre rôle aujourd'hui est d'essayer de les déceler de façon dans le futur, à en tenir compte et à prendre les mesures qui s'imposent.

En ce qui me concerne, je pense, que ce n'est pas une question de personne. Je vous l'ai dit tout à l'heure, c'est une question de position. Je crois qu'en certaines circonstances, nous n'avons pas su traduire exactement les aspirations des travailleurs, quelquefois même dans la formulation de leurs revendications et très souvent sur le plan tactique pour les faire aboutir.

Tout à l'heure un camarade abordait le problème de la baisse des prix. Je n'insisterai pas sur ce problème qui a fait, dans le passé, l'objet de grandes discussions. Je voudrais simplement dire que je pense que la politique de baisse des prix - je m'excuse auprès des camarades qui vont trouver mon appréciation un peu sévère - c'est ce que j'appellerai une politique de conservatisme social.

Je m'explique: je crois que pour le mouvement ouvrier, la seule politique valable, c'est la politique des hauts salaires, avec établissement d'un rapport de force tel que nous interdissions au monde patronal de nous reprendre sous forme de hausse des prix les avantages que nous aurons conquis sous forme de hausse de salaires. Mais je crois qu'il est dangereux et illusoire de penser que même par l'établissement d'un rapport de force nous puissions obtenir dans le régime actuel une baisse effective des prix et surtout

l'obtenir par une quelconque action gouvernementale, même si ce n'était pas un patron de combat qui soit à la tête du Gouvernement, M. Pinay.

En ce qui concerne la productivité, je pense également que nous avons pris des positions fausses sur le plan confédéral. Positions extrêmement dangereuses et, d'ailleurs, j'ai lu moi aussi la presse quotidienne et dans le journal *Le Monde*, sous le titre suivant: «*Un choix lourd de conséquences*», cette formule qui, à mon avis, est correcte: «*Quelle position prendra le Congrès Force Ouvrière au sujet de la productivité. S'il condamne à son tour sans appel, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui affirmera de nouveau préférer la lutte des classes à la tentative méritoire de l'aide la plus éclairée du patronat*». Qu'en termes galants ces choses-là sont dites!

Je pense, en ce qui me concerne, et pas seulement par attachement sentimental à une vieille tradition du mouvement ouvrier, je pense qu'il est pour le moins dangereux de fonder des espoirs sur les tentatives méritoires de l'aide la plus éclairée du patronat français, et que nos camarades qui se sont engagés inconsidérément dans cette politique de collaboration à la productivité ont commis du point de vue syndicalisme ouvrier une très lourde erreur. Il est bien évident, camarades, qu'il ne s'agit pas de condamner la productivité, qui est d'ailleurs une très vieille notion, l'appellation nouvelle de préoccupations patronales de toujours, à savoir la diminution des prix de revient, pour parler clairement, mais ce qui est original dans cette politique de productivité, c'est qu'on prétend maintenant associer le monde ouvrier au patronat pour améliorer et pour essayer de diminuer les prix de revient, c'est-à-dire augmenter la productivité.

Je pense que c'est extrêmement dangereux, parce que, outre qu'on ne prend aucune garantie concernant la répartition des bénéfices escomptés de cette façon, par ailleurs cela présente certains dangers dans l'état actuel des forces ouvrières par rapport à celles du mouvement ouvrier, et là plus encore peut-être que dans l'intégration du mouvement syndical, dans l'appareil d'Etat. Il y a un danger de corruption qu'il faudrait dénoncer et ce n'est pas par hasard que le Gouvernement et les patrons, mêmes les plus éclairés, soutiennent le C.I.E.R.P., cette organisation sur laquelle on aimerait quand même avoir des précisions et en particulier d'où elle tire ses moyens d'existence et avec quels fonds - elle nous envoie cette luxueuse propagande que vous avez tous reçue, avec quels fonds elle organise ses congrès, tous frais payés, auxquels nous sommes régulièrement conviés.

Donc camarades, je pense que cette politique de productivité, de participation à cette politique de production est une question sur laquelle le Congrès serait bien inspiré de traduire exactement les aspirations des travailleurs qui sont à juste titre très méfiants et de repousser en bloc, ce qui fut l'attitude de notre Confédération jusqu'à présent - et je le dis honnêtement, attitude prise dans l'équivoque, parce que le C.C.N. ne l'avait-il pas condamnée - la participation officielle au C.I.E.R.P.

Camarades, il y a une série d'autres problèmes qu'il serait intéressant d'aborder, mais je n'ai pas le temps. Je voudrais cependant vous parler de la situation de l'Afrique du Nord. Je crois que là aussi il y a des positions à prendre. J'ai ici quelques renseignements qui sont publiés, on me dira si c'est vrai ou pas vrai. On me cite, par exemple, qu'en Algérie, le 17 octobre, à Sidi bel Abbès, l'Algérien X... est arrêté arbitrairement par la police, emmené au commissariat, sauvagement brutalisé; relâché le lendemain soir, il est dans le coma... Enfin, j'ai une série de faits où, paraît-il, la police française a adopté dans les pays d'outremer des mœurs qui ne sont rien de plus que des mœurs "gestapistes".

Je pense, camarades, qu'indépendamment de ce que nous pouvons penser des aspirations nationalistes des Algériens, il y a là un climat qu'il faut dénoncer, parce qu'il ne suffit pas de dénoncer le totalitarisme de l'autre côté de l'Est, il faut le dénoncer aussi dans notre pays, et sur cette question il faut que nous prenions une position nette.

Il y a aussi le problème des camarades algériens en France. Je m'étonne qu'il ait été traité dans Je rapport moral aussi rapidement. Il y a 500.000 travailleurs nord-africains qui travaillent en France, qui sont exploités, qui sont logés dans des conditions qui défient la plus élémentaire décence, et leur sort est réglé dans le rapport d'activité en trois lignes.

Je que nous aurons là, en tant que syndicalistes, un certain nombre de problèmes à traiter, et nous pourrions bien nous faire l'écho des revendications légitimes de ces camarades.

Je voudrais, pour terminer, aborder cette question, toujours vivement controversée, de la tactique et de l'unité d'action. Tout à l'heure, des camarades ont manifesté sentimentalement leur hostilité aux thèses

défendues par notre camarade Gibelin. Je pense que cela ne suffit pas et qu'il faut voir le problème en face. Le problème est le suivant. Le camarade Bothereau a fait le procès de la C.F.T.C., de la C.G.T., des Autonomes; et je suis d'accord avec lui lorsqu'il critique l'action de ces organisations qui évidemment veulent utiliser le mouvement syndical à des fins qui ne sont pas les siennes. Je pense aussi d'ailleurs qu'il est vain, parfaitement vain de vouloir espérer, avec ces organisations, dans l'état actuel des choses, une quelconque unité organique, parce que nous avons des divergences profondes qui nous séparent et ces divergences ne disparaîtront pas par un coup de baguette magique. Ce que je veux dire, c'est que dans la mesure où nous admettons le pluralisme syndical comme une nécessité impossible à éviter, notre devoir est d'essayer de parer aux effets néfastes de ce pluralisme syndical, car il est certain que la division ouvrière face à un patronat qui, lui, est uni, a des conséquences très graves quant à nos possibilités d'action.

En conséquence, je pense que la seule attitude logique est de parer aux dangers du pluralisme syndical par la pratique de l'unité d'action chaque fois que cela s'avère nécessaire; et il ne suffit pas de dire que les camarades de la C.F.T.C. sont des jésuites, que les camarades de la C.G.T. des staliniens, que les camarades autonomes sont des corporatistes, pour avoir pour autant résolu le problème, parce qu'en fin de compte nous arrivons à cette solution que toute action est impossible si au préalable, il n'y a pas accord entre les différents courants du monde ouvrier. C'est pourquoi je pense que toute question passionnelle mise à part il est, indispensable devoir le courage de reconnaître que l'unité d'action est quelquefois nécessaire. Et puis, nous l'avons tous plus ou moins faite, camarades... En conséquence, je pense que nous sommes mal venus de la condamner dans les congrès, alors que dans la pratique quotidienne bien souvent nous la faisons.

Je conclus rapidement en espérant que ce Congrès permettra de dégager des positions claires et que demain nous pourrions encore renforcer notre organisation, car je crois, en ce qui me concerne - et j'ai suivi très attentivement les assises des diverses Fédérations - et ce Congrès confédéral s'annonce aussi sous de bons auspices - je pense qu'il y a un net progrès et que notre organisation, à condition que nous déterminions une position correcte, pourra demain enfin être ce qu'elle devrait être, à savoir la seule organisation valable du prolétariat français.

(Applaudissements.)
